



Tantièmes / jetons de présence : contrôle renforcé au niveau de la sécurité sociale

Les jetons de présence ont pour but de rémunérer la présence des administrateurs au conseil d'administration des sociétés anonymes[1] tandis que les tantièmes ont davantage pour vocation de rémunérer les performances des dirigeants en leur attribuant une part du bénéfice en récompense de leur bonne gestion.

En pratique, le vocable « tantièmes » est souvent utilisé pour couvrir à la fois les jetons de présence et les tantièmes.

Qu'il s'agisse de tantièmes ou de jetons de présence, ceux-ci constituent un revenu issu d'une activité intellectuelle indépendante. A ce titre, ils sont soumis au paiement de cotisations de sécurité sociale[2].

Depuis plusieurs mois, le Centre Commun de la Sécurité Sociale (CCSS) veille de plus près au respect de leurs obligations par les administrateurs/ gérants, en termes d'affiliation au régime des indépendants et de paiement des cotisations sociales sur les tantièmes/ jetons de présence.

Se basant sur les informations qui lui sont transmises par l'administration des contributions directes (suite à la déclaration fiscale déposée par l'administrateur/ gérant), le CCSS peut exiger le paiement des cotisations sur les jetons de présence ou tantièmes pour les 5 dernières années. Lorsqu'en plus des tantièmes/jetons de présence, l'administrateur perçoit un salaire[3], celui-ci peut demander au CCSS de limiter le calcul des cotisations sur les tantièmes/jetons de présence à l'assurance accident du travail (taux de 1%) et à l'assurance dépendance (taux de 1,40 %) lorsque son salaire dépasse le plafond cotisable, à savoir 119.915,16 € au 1^{er} janvier 2017. S'il n'a pas introduit une telle demande au cours de l'exercice concerné, il pourra demander au CCSS le remboursement des cotisations payées au-delà du plafond cotisable.

Potentiellement, cette obligation d'affiliation auprès du CCSS s'applique également aux administrateurs / gérants non-résidents au Luxembourg s'ils relèvent de la législation luxembourgeoise conformément au Règlement CE n°883/04 du 29.04.2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale.

[1] Voire des gérants de Sarl.

[2] Une exonération de cotisations est possible si les tantièmes ne dépassent pas le tiers du salaire social minimum, à savoir 7.994,36 € par an, à l'indice 794,54.

[3] Pour lequel il cotise au régime des salariés.

 EXPERTS EN FORMATIONS FISCALES ET SOCIALES

MEMBER OF IF GROUP

 IF ADVISORY



45, RUE DES SCILLAS

L-2529 HOWALD

WWW.IFGROUP.LU

☐ JANIQUE BULTOT

☐ JULIE RATAJCZAK

Partner

Assistant-manager

T +352 47 68 47 - 445

T +352 47 68 47 - 473

janique.bultot@ifgroup.lu

julie.ratajczak@ifgroup.lu

